



DOSSIER DE MODIFICATION DES ACTIVITES **Du centre de TRANSFERT de St Père en Retz**



Septembre 2017

Grandjouan Saco
ZA du Pont-Neuf
Saint Père en Retz

SOMMAIRE

SOMMAIRE	1
INTRODUCTION.....	3
II. Localisation de l'établissement	5
1. Informations générales.....	5
2. Implantation de l'installation	6
III. Présentation de l'installation	6
3. Nature des déchets admis.....	6
4. Principaux équipements	6
5. Localisation des équipements	7
IV. Organisation du fonctionnement de la plateforme	7
V. Actes administratifs encadrant l'exploitation.....	8
VI. Rubriques ICPE	8
1. Rubriques ICPE actuelles	8
2. Modifications des rubriques ICPE.....	9
Chapitre II - Evolutions des activités	10
I. Evolution du marché.....	10
II. Evolution des activités	10
1. Aménagements	10
2. Organisation de l'activité	10
Chapitre III - Etude d'impact	11
I. Prévention des nuisances et des pollutions.....	11
1. Impact visuel	11
2. Emissions sonores	11
3. Emissions d'odeurs et qualité de l'air	11
4. Emissions de poussières.....	12
II. Gestion des eaux	12
1. La consommation en eau	12
2. La récupération des eaux.....	12
III. Gestion des déchets et résidus de l'exploitation	13
IV. Evolution du trafic.....	13
Chapitre IV - Moyens de prévention et sécurité du site.....	14
I. Sécurité du site	14
II. Gestion des incendies	14

1. Mesures générales.....	14
2. Mesures liées aux modifications demandées	15
Chapitre V - Caractère non substantiel des modifications.....	16
I. Augmentation de capacité conduisant à un dépassement des seuils des directives IPPC/IED et Seveso	16
II. Arrêté ministériel du 15 décembre 2009 fixant certains seuils et critères mentionnés aux articles R 512-33, R 512-46-23 et R512-54 du code de l'environnement.....	16
III. Examen au cas par cas de la modification	17
1. Nouvelle rubrique/activité	17
2. Extension de capacité d'une activité d'une même rubrique.....	17
3. Rejets et nuisances.....	18
4. Extension géographique.....	18
5. Risques accidentels	18
6. Nature ou origine des déchets pour les installations de traitement de déchets	19
7. Epandages.....	19
8. Modification temporaire (essai et pilote dans un site existant)	19
Chapitre VI - Evolution des garanties financières.....	20
Conclusion.....	21

INTRODUCTION

La société GRANDJOUAN SACO exploite un centre de transfert de déchets non dangereux sur la commune de Saint Père en Retz (44).

L'établissement respecte les prescriptions de l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter n°2009-ICPE134 en date du 30 juin 2009 et de l'accusé de réception préfectoral n°2009-0173 du 21 novembre 2014.

Ces installations sont actuellement soumises à :

Rubrique	Désignation des activités	Volume susceptible d'être présent dans l'installation	Grandeur caractéristique AP 2009-ICPE134	Régime
2716-1	Installation de transit, regroupement ou tri de déchets non dangereux non inertes, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712, 2713, 2714, 2715 et 2719.	1400 m ³	21000 t/an d'OMr	A
2714-2	Installation de transit, regroupement ou tri de déchets non dangereux papiers/cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois à l'exclusion des activités visées aux rubriques 2710 et 2711	600 m ³	3800 t/an	D
2715	Installation de transit, regroupement ou tri de déchets non dangereux de verre à l'exclusion des installations visées à la rubrique 2710	< 250 m ³	3600 t/an	NC
	Transit de bennes de déchèterie	300 m ³	2300 t/an	
	Stockage de bacs	60 unités empilées soit 50 m ³		

Dans le cadre de l'évolution des consignes de tri de la communauté de commune de Pornic en 2016 et du regroupement en Communauté d'agglomération de la CC Pornic et de la CC Cœur Pays de Retz, la société Grandjouan Saco souhaite effectuer des modifications afin de s'adapter aux demandes de ses clients.

En effet, les Ordures Ménagères résiduelles ne sont actuellement plus réceptionnées sur le site de St Père en Retz, qui est donc sous-utilisé, tandis que la demande de transfert des papiers, emballages et verre est croissante.

Compte tenu de la baisse sensible de l'activité « Ordures Ménagères », le projet nécessiterait une diminution de la capacité de stockage du site, puisque les volumes supplémentaires d'emballages et de papiers seraient inférieurs au volume autorisé d'OMr au total.

Le flux annuel de verre serait également augmenté pour être porté à un volume susceptible d'être présent dans l'installation de 250 m³.

La société Grandjouan Saco souhaite donc effectuer les modifications suivantes :

Rubrique	Désignation des activités	Modification demandée	Régime
2716-1	Installation de transit, regroupement ou tri de déchets non dangereux non inertes, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712, 2713, 2714, 2015 et 2719.	Ordures ménagères : < 100 m ³	NC
2714-2	Installation de transit, regroupement ou tri de déchets non dangereux papiers/cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois à l'exclusion des activités visées aux rubriques 2710 et 2711	Collecte sélective : 1200 m ³ - Emballages plastiques : 4000 t/an - Papier - Carton : 3000 t/an	A
2715	Installation de transit, regroupement ou tri de déchets non dangereux de verre à l'exclusion des installations visées à la rubrique 2710	Volume susceptible d'être présent dans l'installation : 250 m ³ , (soit 5350 t/an à horizon 2030).	D
	Transit de bennes de déchèterie	100 m ³	
	Stockage de bacs	300 unités empilées soit 250 m ³	

Le stockage de 300 m³ de bennes de déchèterie serait diminué à 100 m³ tandis que le stockage de bacs passerait de 50 m³ à 250m³, soit, dans les deux cas, 350 m³ de stockage total.

Conformément à l'article 1.5.1 de l'arrêté préfectoral n°2009-ICPE134 en date du 30 juin 2009, toute modification apportée par le déclarant à l'installation, à son mode d'exploitation ou à son voisinage, entraînant un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation doit être portée, avant sa réalisation, à la connaissance du préfet avec tous les éléments d'appréciation. C'est l'objet de ce dossier.

Il montrera que les modifications souhaitées ne sont pas de nature à entraîner des dangers ou inconvénients significatifs pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1.

Chapitre I – PRESENTATION DE LA DEMANDE

I. Présentation du demandeur

PETITIONNAIRE	
RAISON SOCIALE	GRANDJOUAN SACO
FORME JURIDIQUE	
ADRESSE DU SIEGE SOCIAL	6 Rue Nathalie Sarraute - TSA 70505 44205 Nantes Cedex 2
N° SIRET	
CODE APE	

SIGNATAIRE DE LA DEMANDE	
NOM	LAFORREST François
QUALITE	Directeur d'Unité Opérationnelle Sud-Loire
ADRESSE	PA de Villejames - 3 rue de Bréhany 44350 GUERANDE
N° DE TELEPHONE	06 16 01 85 67
COURRIEL	francois.laforest@veolia.com

Tableau 1 : Présentation du demandeur

II. Localisation de l'établissement

1. Informations générales

ADRESSE DE L'ETABLISSEMENT OBJET DE LA DEMANDE	Z.A du Pont Neuf 44320 Saint Père en Retz
PROPRIETAIRE SITE	COMCOM Sud Estuaire
COURRIEL	j.guihard@cc-sudestuaire.fr
SIRET	24440058600065
N° DE TELEPHONE	02.40.27.75.15

Tableau 2 : Coordonnées de l'installation

2. Implantation de l'installation

L'installation est implantée sur la commune de Saint Père en Retz, ville du département de Loire-Atlantique (44), située sur la parcelle cadastrée n°104 de la section YB, sur un terrain de 7300 m².



Figure 1 : Localisation de l'installation sur photo aérienne

Annexe 1 : Plan de situation cadastrale

Annexe 2 : Plan d'ensemble

III. Présentation de l'installation

3. Nature des déchets admis

Les déchets admis sont ceux cités dans l'arrêté préfectoral n°2009/ICPE/134 en date du 30 juin 2009 et dans l'accusé de réception préfectoral n°2009-0173 du 21 novembre 2014, à savoir :

- ◆ les déchets ménagers dont les ordures ménagères en transfert
- ◆ Certains déchets issus des collectes sélectives auprès des ménages : Verre, emballages, papiers et cartons.

4. Principaux équipements

Le centre de tri-transfert de St Père en Retz comprend les zones et activités suivantes :

- ◆ Un bâtiment de transfert de 820 m² de stockage en transit des emballages ménagers, journaux, revues et magazines et de déchargement des OMr.
- ◆ Un bâtiment administratif de 280 m²
- ◆ Une aire extérieure de stockage bétonnée de dépôt en transit de bennes pleines
- ◆ Une aire extérieure de regroupement et de dépôt en transit de verre, délimitée par des murs en béton de 50 m²
- ◆ Une aire de lavage de 90 m²
- ◆ Un pont-bascule
- ◆ Un bassin de confinement de 210 m³

5. Localisation des équipements

La figure suivante localise les équipements mentionnés précédemment.

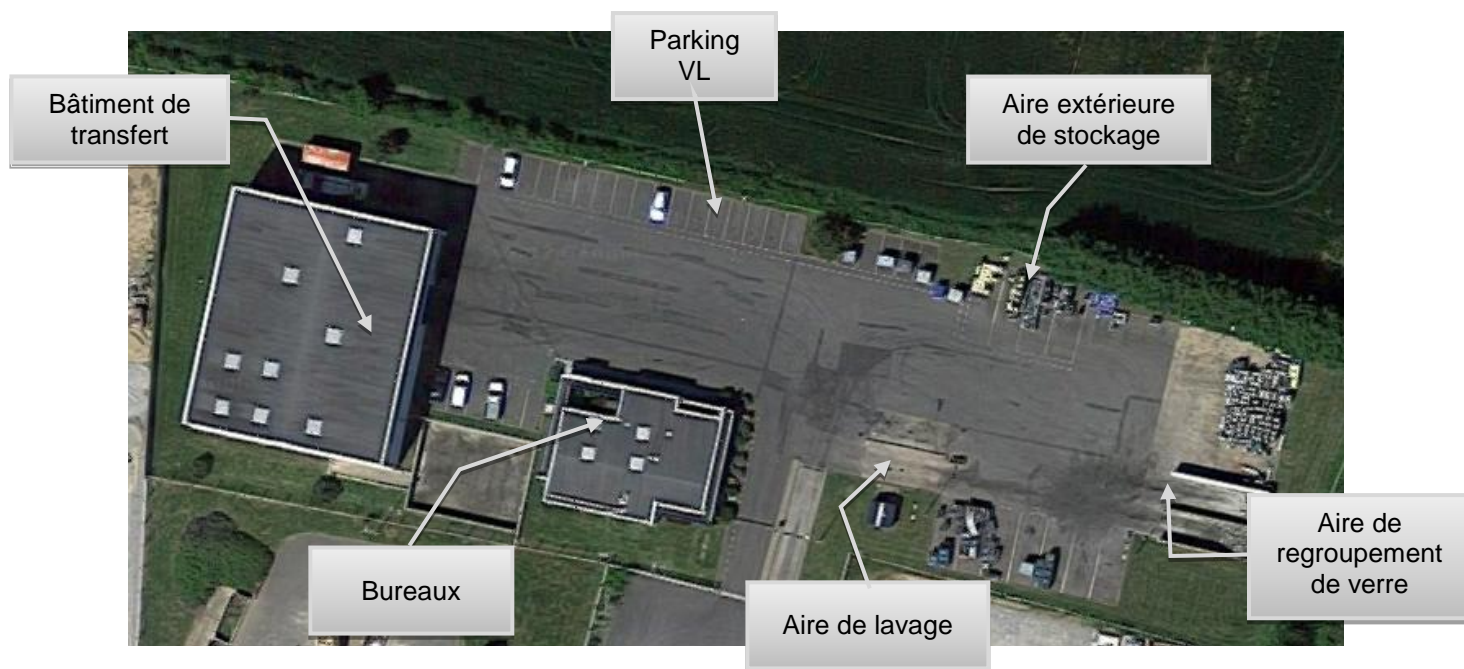


Figure 2 : Schéma d'implantation des équipements sur photo aérienne

IV. Organisation du fonctionnement de la plateforme

La plate-forme suit scrupuleusement le fonctionnement décrit dans son arrêté préfectoral.

Préalablement au déchargement des déchets, chaque camion est pesé au niveau du pont bascule.

L'ensemble des apports est enregistré dans un registre chronologique, conformément à l'Arrêté du 29 février 2012 fixant le contenu des registres mentionnés aux articles R. 541-43 et R. 541-46 du code de l'environnement et comportant :

- ◆ La date et l'heure de réception du déchet ;
- ◆ La nature du déchet entrant (code du déchet au regard de la nomenclature définie à l'annexe II de l'article R. 541-8 du code de l'environnement) ;
- ◆ La quantité du déchet entrant ;
- ◆ Le nom et l'adresse de l'installation expéditrice des déchets ou/et du producteur ;
- ◆ Le nom et l'adresse du ou des transporteurs, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-53 du code de l'environnement ;
- ◆ Le code du traitement qui va être opéré dans l'installation selon les annexes I et II de la directive susvisée.

De cette manière, le site effectue un contrôle de la conformité des apporteurs et de son registre d'entrées.

L'ensemble des déchets réceptionnés sur l'installation est apporté par la communauté d'agglomération *Pornic Agglo Pays de Retz et Communauté de communes de Sud Estuaire*.

Un contrôle visuel du contenu des déchets est réalisé lors de la phase de déchargement et peut, le cas échéant, déclencher un déclassement selon les natures et quantités de déchets indésirables identifiés.

Dans le cas d'une non-conformité, une fiche d'événement avec photo et aussitôt complétée, puis transmise au client.

V. Actes administratifs encadrant l'exploitation

30 Juin 2009 :

Arrêté préfectoral n°2009-ICPE134 autorisant la société Grandjouan Saco à exploiter sur le territoire de la commune de St Père en Retz, sur la zone du Pont Neuf, une installation de transit d'ordures ménagères et autres résidus urbains.

21 Novembre 2014 :

Accusé de réception préfectoral n°2009-0173.

VI. Rubriques ICPE

1. Rubriques ICPE actuelles

Rubrique	Désignation des activités	Volume susceptible d'être présent dans l'installation	Grandeur caractéristique AP 2009-ICPE134	Régime
2716-1	Installation de transit, regroupement ou tri de déchets non dangereux non inertes, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712, 2713, 2714, 2715 et 2719.	1400 m ³	21 000 t/an d'OMr	A
2714-2	Installation de transit, regroupement ou tri de déchets non dangereux papiers/cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois à l'exclusion des activités visées aux rubriques 2710 et 2711	600 m ³	3 800 t/an	D
2715	Installation de transit, regroupement ou tri de déchets non dangereux de verre à l'exclusion des installations visées à la rubrique 2710	< 250 m ³	3 600 t/an	NC
	Transit de bennes de déchèterie	300 m ³	2300 t/an	
	Stockage de bacs	60 unités empilées soit 50 m ³		

Tableau 3 : Rubriques ICPE de l'arrêté préfectoral du 30 juin 2009

2. Modifications des rubriques ICPE

Les évolutions du marché de collecte et de la fusion en communauté d'agglomération (Cf. Chapitre II) nécessitent une diminution de la capacité globale de stockage du site, puisque les volumes supplémentaires d'emballages et de papiers seraient inférieurs au volume actuellement autorisé d'OMr total,

Le flux annuel de verre serait également augmenté pour être porté à un volume susceptible d'être présent dans l'installation de 250 m³

Ces modifications nécessitent donc de modifier les seuils des rubriques déjà présentes sur le site de transfert comme suit :

Rubrique	Désignation des activités	Modification demandée	Régime
2716-1	Installation de transit, regroupement ou tri de déchets non dangereux non inertes, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712, 2713, 2714 et 2715.	Ordures ménagères : < 100 m ³	NC
2714-2	Installation de transit, regroupement ou tri de déchets non dangereux papiers/cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois à l'exclusion des activités visées aux rubriques 2710 et 2711	Collecte sélective : 1200 m ³ - Emballages plastiques : 4000 t/an - Papier – Carton : 3000 t/an	A
2715	Installation de transit, regroupement ou tri de déchets non dangereux de verre à l'exclusion des installations visées à la rubrique 2710	Volume susceptible d'être présent dans l'installation : 250 m ³ , (soit 5350 t/an à horizon 2030).	D
	Transit de bennes de déchèterie	100 m ³	
	Stockage de bacs	300 unités empilées soit 250 m ³	

Tableau 4 : Rubriques ICPE à l'issue des modifications demandées dans le PAC

CHAPITRE II – EVOLUTION DES ACTIVITES

I. Evolution du marché

En premier lieu, en janvier 2012, l'ouverture du site « Eco-centre » sur la commune d'Arthon en Retz a modifié la gestion des Ordures Ménagères résiduelles de la Communauté de Communes Sud Estuaire et de la communauté de Commune de Pornic, supprimant la réception de ces OMr sur le site de transfert de Saint Père en Retz.

En 2016, le marché de collecte de la Communauté de Communes de Pornic a été modifié :

- ◆ Suppression de la collecte de verre en porte à porte => Collecté en point d'apport volontaire ;
- ◆ Modification du flux des emballages => Collectés en porte à porte ;
- ◆ Modification du flux des journaux – magazines => Collectés en Point d'Apport Volontaire.

Un accord a alors été passé entre notre client, la CC Sud-Estuaire, et la CC Pornic, afin que ce dernier puisse bénéficier du site de transfert de Saint Père en Retz, celui-ci étant sous-utilisé.

D'autre part, au 1er janvier 2017, les communautés de communes CC Pornic et CC Pays de Retz ont fusionnées en une Communauté d'Agglomération : *CA Pornic Agglo Pays de Retz*, requérant une cohérence dans la gestion de leurs marchés de déchets.

Ce regroupement va donc entraîner une hausse du tonnage de déchets d'emballage, de papiers – cartons - magazines et de verre à transiter sur le site et ainsi une modification des rubriques ICPE du site, objet de ce « Porté à connaissance ».

II. Evolution des activités

1. Aménagements

Dans le cadre du développement de ses activités et en vue de répondre aux besoins du marché, les principaux aménagements associés au projet sont listés ci-dessous :

- ◆ Agrandissement de l'alvéole extérieure de 150 m² au total, dédiée au verre.
- ◆ Création d'une alvéole intérieure dédiée aux emballages, dans le hall de réception, délimitée par des blocs de béton modulaires (1600*800*800 mm), offrant une résistance au feu jusqu'à 4h.

Annexe 3 : *Projet d'agrandissement des alvéoles « verre » et « emballage »*

2. Organisation de l'activité

Comme tout déchet entrant dans l'établissement, les emballages et le verre réceptionnés passeront par l'accueil et le pont-basculé de l'installation.

Le verre sera orienté vers les alvéoles extérieures dédiées. Les emballages, papiers, carton, magazines seront orientés dans le bâtiment, vers leurs espaces dédiés. Les dalles de ces espaces sont en béton étanche.

Un affichage clair et lisible sera mis en place à l'entrée de la zone d'activité.

Les eaux de ruissellement seront collectées par le réseau actuel de l'établissement.

Des moyens de lutte (absorbants, obturateur, EPI adaptés,...) sont tenus à disposition sur l'activité pour intervenir en cas d'un éventuel accident et de déversement de matières dangereuses.

CHAPITRE III – ETUDE D'IMPACT

Ce paragraphe aborde les impacts potentiels liés aux modifications des activités demandées.

I. Prévention des nuisances et des pollutions

1. Impact visuel

- ◆ Les activités « Emballage » et « Papier,, Carton – Magazine » seront réalisées à l'intérieur du bâtiment actuel dit « de stockage ». Les opérations de traitement et les équipements nécessaires ne seront donc pas visibles depuis l'extérieur de l'établissement et ne modifieront donc pas la perception extérieure de l'installation.
- ◆ L'activité « verre » supplémentaire complètera l'existante : l'agrandissement de l'alvéole existante, qui ne modifiera pas la perception extérieure de l'établissement.

Le stockage de 300 m³ de bennes de déchèterie sera diminué à 100 m³ tandis que le stockage de bacs passera de 50 m³ à 250 m³, soit, dans les deux cas, 350 m³ de stockage total.

Par ailleurs, les cloisons des alvéoles de stockage limiteront la visibilité extérieure des activités depuis les espaces publics. Le niveau de stockage des déchets dans les alvéoles sera maintenu en deçà de la hauteur des cloisons.

Les activités projetées seront réalisées sur les espaces déjà existants, à vocation industrielle, dédiés à la gestion des déchets. Elles ne modifieront pas la destination des zones concernées par leur implantation et n'entraîneront aucune modification significative de la perception extérieure de l'établissement.

2. Emissions sonores

Les activités demandées concernent des opérations déjà réalisées sur l'installation (circulation de véhicules, mouvements de bennes, manutention de déchets) et notamment au niveau des espaces prévus pour leur implantation. L'incidence des modifications demandées sur les émissions sonores de l'établissement ne sera donc pas significative.

De plus, l'établissement est implanté dans une zone d'activités. L'impact du site et de ses activités sur l'environnement sonore local est donc réduit.

En outre, afin de limiter les émissions sonores de l'établissement, des mesures sont déjà mises en place sur l'installation, notamment :

- ◆ L'usage d'avertisseur sonores (sirènes, klaxons,...) gênant pour le voisinage est interdit, sauf si leur emploi est exceptionnel et réservé à la prévention ou au signalement de dangers imminent, d'incidents graves ou d'accidents ;
- ◆ Les véhicules et engins utilisés sur l'installation sont conformes à la réglementation en vigueur ;
- ◆ Les camions en attente doivent couper leur moteur.

La modification d'activités n'aura pas d'incidence notable sur l'environnement sonore local. En tout état de cause, les valeurs-seuils réglementaires seront respectées.

3. Emissions d'odeurs et qualité de l'air

Afin de prévenir les nuisances olfactives à l'extérieur de l'établissement, l'essentiel de l'activité est réalisé dans un bâtiment, et le stockage de verre réalisé en extérieur n'est pas source de nuisances olfactives.

La qualité de l'air pourrait être affectée par les émissions de gaz d'échappement des véhicules, qui seront susceptibles d'être plus nombreux sur le site de Saint Père en Retz mais, à contrario, le regroupement va limiter les déplacements en camion jusqu'à la Roche sur Yon, exutoire final des

déchets. De plus, des mesures comme l'arrêt du moteur des véhicules en attente permettent de limiter les émissions atmosphériques.

Les activités de transit des déchets ont pour finalité la massification des flux de déchets en vue d'optimiser leur transport vers les exutoires finaux de traitement ou de valorisation.

Ces modifications n'auront donc pas d'incidence négative sur la qualité globale de l'air puisqu'elles s'inscrivent dans une démarche générale de réduction des émissions de gaz à effet de serre liées au transport.

Les activités projetées ne seront pas à l'origine de mauvaises odeurs ayant une incidence sur le voisinage, ni n'affecteront la qualité de l'air.

4. Emissions de poussières

Les sources d'émissions de poussières sur le site sont liées principalement au mouvement de déchets ainsi qu'aux opérations de tri. Ces opérations sont réalisées sous bâtiment.

L'activité « Verre » n'est pas à l'origine d'émissions de poussières.

Enfin, l'ensemble des zones d'activité et d'évolution des véhicules sont constituées d'un revêtement durable type « enrobé » ou « béton », limitant l'émission de poussières liée à la circulation.

Les émissions atmosphériques de l'établissement resteront équivalentes à celles prévues dans le cadre de l'autorisation initiale.

II. Gestion des eaux

1. La consommation en eau

Les activités projetées ne sont pas consommatrices d'eau. Il n'existe aucun prélèvement d'eau dans le milieu naturel (absence de puits ou de forages sur le site) et le site est alimenté en eau par le réseau communal.

Le nettoyage des bennes est effectué chez le transporteur.

Les modifications demandées n'entraînent pas de modification de la consommation en eau de l'établissement.

2. La récupération des eaux

Les activités projetées ne prévoient pas de rejet liquide. De plus, les zones concernées sont déjà constituées de surfaces imperméabilisées et les modifications projetées ne portent pas sur l'augmentation de l'imperméabilisation des sols de l'installation.

Tous les effluents aqueux sont canalisés et les réseaux de collecte sont étanches et régulièrement curés et contrôlés. On distingue cinq catégories d'effluents :

- ◆ Les eaux usées sanitaires => Raccordées au réseau d'assainissement collectif.
- ◆ Les eaux pluviales de toitures des bâtiments => Collectées séparément, déversées et évacuées directement dans le réseau collectif des eaux pluviales de la zone industrielle.
- ◆ Les eaux de ruissellement sur les aires extérieures imperméabilisées => Transitent dans un décanteur séparateur à hydrocarbures, avant de rejoindre le réseau collectif des eaux pluviales de la zone industrielle.
- ◆ Les eaux polluées de lavage des bennes des véhicules de collecte et du matériel de manutention des déchets sont collectées sur l'aire de lavage et réservée à cet usage.
- ◆ Les eaux polluées de lavage des sols et installations du bâtiment industriel, les eaux souillées de la case de verre sont collectées séparément.

Ces deux derniers types d'effluents peuvent être déversés après prétraitement éventuel dans le réseau d'assainissement des eaux usées de la commune, si elles y sont admises, ou vers un autre site extérieur de traitement, dans les conditions évoquées dans l'arrêté préfectoral du site.

Tous les quinze jours, une balayeuse intervient sur site pour le nettoyage de la voirie, de l'aire de stockage du verre et du bâtiment de stockage. La société extérieure encadre la gestion de ces eaux.

Dans le cadre de nos activités, le pompage du décanteur séparateur d'hydrocarbures est réalisé deux fois par an.

Le projet n'aura pas d'impact notable sur la récupération des eaux de l'établissement. La qualité des eaux rejetées sera conforme aux valeurs seuils applicables.

III. Gestion des déchets et résidus de l'exploitation

L'activité de regroupement / transit de déchets d'Emballage et de Verre a pour vocation l'amélioration du recyclage et de la valorisation des déchets et constitue donc en cela une mesure de protection de l'Environnement, visant à limiter leur élimination.

L'activité consiste à regrouper les déchets des collectivités et de les évacuer vers des filières de recyclage. Elle n'est pas génératrice de nouveaux déchets.

Les modifications demandées n'entraînent pas d'évolution des déchets et résidus produits par l'exploitation.

IV. Evolution du trafic

Le trafic attendu lié à la réalisation des modifications demandées est estimé :

- ◆ Pour les activités « Emballage » et « Papier, carton, magazines » : environ 15 camions par jour en apport et 4 camions par jour en évacuation, en moyenne ;
- ◆ Pour l'activité « verre » : environ 12 camions par semaine en apport et 4 camions par semaine en évacuation, en moyenne.

Les voiries de la zone industrielle desservant le site sont larges et bien dimensionnées et supportent un trafic important lié aux activités voisines. L'incidence du site sur le trafic du réseau environnant sera donc très limitée.

Par ailleurs, les activités demandées permettent l'optimisation du transport des déchets par massification des flux. Leur réalisation assurera donc une réduction globale des véhicules en circulation à l'échelle locale.

Les modifications demandées n'entraînent pas d'incidence sur le trafic du réseau routier.

CHAPITRE IV – MOYENS DE SECURITE ET DE PREVENTION

Les modifications présentées sur ce dossier ont été prises en compte au niveau de la sécurité du site et de la gestion des incendies.

I. Sécurité du site

Le site est clôturé afin d'éviter l'intrusion de personnes extérieures au site en dehors des heures d'ouverture.

Durant les heures d'ouverture, les entrées sur l'installation sont contrôlées par du personnel d'accueil au niveau des points d'accès, munis de portails et de caméras. En dehors des heures d'ouverture, les portails sont fermés à clef. Les caméras mises en place permettent d'assurer une télésurveillance du site.

L'accès aux installations est interdit au public à l'exception des apporteurs autorisés durant les horaires d'ouverture.

II. Gestion des incendies

1. Mesures générales

La prévention du risque d'incendie repose sur la réduction de la probabilité de présence :

- ◆ D'un produit inflammable (ou combustible) ;
- ◆ D'un produit comburant (l'oxygène de l'air) ;
- ◆ D'une énergie.

Le comburant étant l'air et les déchets étant au contact de celui-ci, il est impossible d'agir sur cet élément. Le caractère combustible des déchets étant une propriété intrinsèque, la prévention du risque repose sur :

- ◆ Le contrôle des sources d'inflammation ;
- ◆ La limitation des quantités et la séparation des produits.

L'apport sur le site de produits incandescents est donc interdit.

Si, malgré tout, des déchets avec produits incandescents étaient déversés dans les véhicules de collecte, il est possible qu'un feu couve jusqu'au site. Il serait cependant détecté par les opérateurs lors du contrôle visuel à l'arrivée des déchets sur site ou lors de leur déchargement. Dans un tel cas, des mesures seraient prises pour arrêter la combustion (arrosage à l'eau notamment).

De plus, il est interdit de fumer ou d'apporter du feu sur le site. Cette interdiction est affichée à l'entrée du site.

Un plan de prévention est automatiquement élaboré dès lors qu'une société intervient sur le site. En cas de travaux par point chaud, un permis de feu est établi.

Avant chaque travail par point chaud, l'opérateur vérifie la présence de moyens d'intervention à proximité (extincteurs, ...) ou apporte ceux-ci à proximité du poste de travail. Après les travaux, une ronde permet de s'assurer de l'absence de tout feu couvant.

Le site est actuellement équipé des moyens de lutte suivants :

- ◆ 1 poteau d'incendie normalisé de 100 mm de diamètre implanté à l'entrée du site ;
- ◆ 2 robinets d'incendie armés de 32 mm de diamètre disposés de manière à ce qu'un foyer puisse être attaqué simultanément par 2 lances en direction opposée, Un troisième est prévu dans le cadre des modifications.

- ◆ Des extincteurs portatifs à poudre polyvalente et à CO2 judicieusement répartis sur la partie bâtie du site
- ◆ Un système de détection incendie dans le bâtiment de stockage avec report téléphonique d'alarme en dehors des heures d'activité, en complément du dispositif de vidéosurveillance qui permet de prendre la main à distance.
- ◆ Des exutoires de fumées installés en partie haute du bâtiment.

En cas de sinistre, l'alerte est donnée par la personne qui constate l'incident. Elle prévient le personnel du site et le responsable d'exploitation, qui alerte si nécessaire les moyens extérieurs de secours.

Durant les heures ouvrables, la lutte contre le sinistre peut être faite par les agents d'exploitation, formés, avec les moyens mis à disposition (RIA, extincteurs).

Les moyens des services d'incendie secours peuvent rejoindre le site en quelques minutes.

Les eaux d'extinction d'un éventuel incendie peuvent être polluées par des suies ou des résidus de combustion. Ces eaux seront contenues sur le site via un dispositif de confinement étanche d'une capacité de 200 m³ constitué d'un bassin de stockage tampon dont la capacité peut être augmentée par débord sur l'allée menant au bassin jusqu'à 270 m³.

Dans une telle éventualité, des sociétés extérieures et spécialisées assureront le pompage de ces eaux et leur évacuation vers une unité d'élimination autorisée.

2. Mesures liées aux modifications demandées

• Transfert des emballages

L'activité sera réalisée à l'intérieur du bâtiment dit « de stockage » et les volumes concernés seront limités au box de stockage des emballages en attente de transfert.

Les «Emballages et Papiers - Cartons » seront conditionnés en vrac, entreposées sur l'aire de stockage intérieure de l'installation en attente d'évacuation. Les quantités stockées à ce niveau seront limitées à la capacité d'emport d'un véhicule gros porteur, soit environ 150 m³.

L'activité et les quantités mises en œuvre ne nécessitent pas d'évolution des moyens de prévention et de lutte incendie actuellement disponibles. La zone d'activité est actuellement couverte par une vidéosurveillance du bâtiment et dispose d'un RIA à proximité immédiate.

La centrale incendie a été déplacée au niveau du bâtiment d'accueil afin d'assurer la fiabilité de l'outil et l'ensemble des détecteurs d'incendie en toiture ont été remplacés.

• Transfert du verre

Le stockage de verre sera entièrement assuré dans des alvéoles constituées de murs en blocs de béton modulaires de 3,2 m de hauteur et de 0,6 m de largeur. Le niveau de déchets dans ces alvéoles sera maintenu en deçà de la hauteur des murs.

Les moyens de vidéosurveillance de l'établissement permettent de surveiller en permanence les différentes zones couvertes.

Le personnel de l'installation est formé à la conduite à tenir en cas d'incident et notamment d'incendie (procédure, maniement des moyens de lutte,...).

CHAPITRE V – CARACTERE NON SUBSTANCIEL DES MODIFICATIONS

La circulaire du 14 mai 2012 donne des éléments d'appréciation du caractère substantiel d'un changement notable d'une ICPE qui reposent soit sur des seuils et critères, soit sur une appréciation au cas par cas.

Conformément à cette circulaire, il convient de considérer qu'il y a modification substantielle dans trois situations :

- ◆ Lorsque le dépassement, par augmentation de la capacité totale de l'installation, de certains seuils fixés par la directive IPPC/IED ou le seuil haut de la directive Seveso entraîne des modifications importantes du contenu du dossier d'autorisation, des conditions d'autorisation ainsi que de la perception par le public de l'importance de l'installation.
- ◆ Lorsque sont dépassés certains seuils réglementaires définis par l'arrêté du 15 décembre 2009 fixant certains seuils et critères mentionnés aux articles R. 512-33, R. 512-46-23 et R. 512-54 du code de l'environnement. Lorsque ces seuils et critères sont dépassés, la réalisation d'une nouvelle procédure d'autorisation est imposée :
 - Cas des installations utilisant des solvants organiques relevant de la directive COV,
 - Cas des installations relevant de la directive IPPC/IED,
 - Cas des industries chimiques et pétrolières.
- ◆ Lorsque la modification ou l'extension est en deçà des seuils mentionnés ci-dessus ou en leur absence, ces modifications doivent faire l'objet d'une évaluation au cas par cas. La modification est substantielle si elle entraîne des dangers ou inconvénients pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511 -1 du code de l'environnement.

I. Augmentation de capacité conduisant à un dépassement des seuils des directives IPPC/IED et Seveso

Le projet de modification des activités ne conduit pas à un dépassement des seuils des directives IPPC/IED et Seveso. Il n'est donc pas concerné par ce cas.

II. Arrêté ministériel du 15 décembre 2009 fixant certains seuils et critères mentionnés aux articles R 512-33, R 512-46-23 et R512-54 du code de l'environnement

L'arrêté du 15 décembre 2009 définit les critères et seuils pour lesquelles une modification est réputée substantielle :

« I. Pour les installations ayant une activité utilisant des solvants organiques mentionnées en annexes I et II :

- ◆ Pour les petites installations, la modification de la capacité nominale donnant lieu à une **augmentation des émissions de composés organiques volatils de plus de 25 %**. On entend par petite installation, une installation dont la consommation annuelle de solvants est comprise dans l'intervalle indiqué à l'annexe I pour les petites installations, lorsqu'il existe ;
- ◆ Pour les installations « autres que celles mentionnées au a du présent I » et dont la consommation de solvants est supérieure au seuil mentionné en annexe I pour les installations autres que petites, la modification de la capacité nominale donnant lieu à une **augmentation des émissions de composés organiques volatils de plus de 10 %** ;
- ◆ Pour les installations de capacité nominale supérieure ou égale aux seuils mentionnées en annexe II, sans préjudice des dispositions « du b du présent I », la modification ou extension de l'exploitation qui atteint en elle-même les seuils de ladite annexe. »

Le projet de modification des activités ne met pas en œuvre de solvants organiques et n'est donc pas concerné par cet item.

« II. Pour les installations relevant des activités mentionnées en annexe III, toute modification des capacités nominales supérieure ou égale aux seuils indiqués à ladite annexe. »

Le projet de modification ne relève pas des activités listées en annexe III de l'arrêté du 15 décembre 2009.

« III. Pour les installations de stockage de pétrole, de produits pétrochimiques ou de produits chimiques, toute modification des capacités nominales supérieure ou égale à 200 000 tonnes ou plus. »

Le projet de modification des activités n'est pas concerné par ce type d'installations.

« IV. Toute modification des capacités qui soumet les installations aux dispositions de la section 8 du chapitre V du titre 1er du livre V du code de l'environnement et toute modification qui atteint en elle-même les seuils indiqués au sein des rubriques 3000 à 3999 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement. »

Le projet de modification des activités ne concerne pas ces rubriques de la nomenclature des installations classées.

III. Examen au cas par cas de la modification

La circulaire du 14 mai 2012 prévoit plusieurs critères pour l'examen au cas par cas, abordés dans les paragraphes suivants.

1. Nouvelle rubrique/activité

La circulaire précise que les dangers et inconvénients nouveaux susceptibles d'être générés par une nouvelle activité permanente mise en place sur un site existant, sont significatifs dès lors que cette nouvelle activité constituerait, prise séparément, une installation relevant d'une procédure d'autorisation.

Il n'y a aucuns dangers et inconvénients nouveaux susceptibles d'être générés, et les activités sont déjà existantes.

2. Extension de capacité d'une activité d'une même rubrique

La circulaire rappelle :

« De même que l'évolution du tableau de classement des installations selon les rubriques de la nomenclature, le niveau d'extension de la capacité d'une activité autorisée ne constitue pas en soi un critère pertinent pour juger qu'une extension est ou non substantielle. C'est là encore l'importance des dangers et inconvénients induits par cette extension qui est le critère déterminant. En dehors des seuils mentionnés au II ci-dessus, imposés par la réglementation transposant les dispositions européennes, il n'est donc pas pertinent de fixer au niveau national des seuils, à partir duquel une augmentation de capacité serait à considérer comme modification substantielle. Ceci doit être examiné au cas par cas en fonction de l'importance des rejets, dangers ou autres inconvénients induits par cette extension, cette importance étant elle-même à considérer de manière relative en fonction de l'environnement de l'installation et notamment de son environnement humain et de la sensibilité des milieux impactés, comme indiqué dans les points suivants.

Ainsi, dès lors qu'une telle augmentation de capacité s'accompagne de dispositions visant à prévenir l'impact et les dangers de l'installation, permettant de les maintenir, voire de les réduire, et dès lors

que les seuils mentionnés au point II ci-dessus ne sont pas franchis, des augmentations de capacité importantes peuvent être considérées comme non substantielles. »

Les activités « Verre » et « emballages » projetées prévoient le stockage d'environ 250 m³ pour le verre et 1200 m³ pour l'emballage. Cependant, ce volume de déchets susceptible d'être présent viendra en compensation des quantités d'OM en diminution sur le centre de tri autorisées sur le site.

L'objet de ce dossier est donc de démontrer le caractère non substantiel de la modification des rubriques existantes.

3. Rejets et nuisances

L'appréciation des effets chroniques engendrés par les modifications doit être proportionnée selon l'importance des différents enjeux (pollution de l'air, de l'eau, bruit, trafic routier,...) présentés par l'installation. Cette appréciation doit porter sur les enjeux spécifiques de l'installation par rapport à son environnement.

La circulaire indique « Une faible augmentation des rejets peut être considérée comme significative et justifier d'une nouvelle procédure d'autorisation, si elle intervient dans un milieu sensible. A l'inverse, une augmentation plus forte dans un milieu ne présentant pas de sensibilité particulière peut être considérée comme non significative. »

Elle précise également que « pour une installation industrielle [...] située en zone industrielle et raccordée à des grands axes de communication, une augmentation modérée ou moyenne d'un trafic routier ou du bruit peut être considérée comme négligeable. »

Conformément aux recommandations de la circulaire, les différents types d'impacts chroniques présentés par les modifications demandées font l'objet d'une analyse détaillée au 0CHAPITRE III – . Il en ressort notamment qu'aucun rejet significatif dans l'eau, dans l'air ou dans le sol lié aux modifications demandées n'est attendu.

Le site étant situé en zone industrielle ne présentant pas de sensibilité particulière, l'augmentation du trafic peut être considérée comme non substantielle.

Les modifications demandées ne sont pas concernée par cet item.

4. Extension géographique

La circulaire précise qu' « une extension géographique d'une installation doit être appréciée de manière relative en fonction de l'usage du sol préexistant, et en particulier de sa valeur écologique, patrimoniale ou agricole pour décider si une telle extension est de nature à entraîner des dangers et inconvénients significatifs.

Ainsi, une extension d'une installation, conduisant à une consommation supplémentaire non réversible d'un espace naturel et forestier est à considérer le plus souvent comme substantielle, même si l'extension représente une faible superficie par rapport à celle déjà occupée. A l'inverse, une modification qui conduit à étendre une installation industrielle sur une parcelle voisine clairement destinée à une occupation industrielle n'est pas à considérer, pour ce motif d'extension géographique, comme substantielle. »

Les modifications demandées ne prévoient pas d'extension de l'installation.

5. Risques accidentels

Au regard de la circulaire, doivent être considérées comme substantielles des modifications :

- ♦ *accroissant l'étendue géographique des zones d'effets (létaux ou irréversibles) des accidents potentiels, sauf si les zones nouvellement touchées ne sont pas occupées et font déjà l'objet*

d'interdictions d'urbanisation et d'occupation au titre du risque technologique (recouvrement avec d'autres zones d'effets d'établissements voisins par exemple) ;

- ◆ *accroissant la classe de probabilité (au sens de l'arrêté du 29 septembre 2005 ou de l'arrêté du 20 avril 2007) associée aux effets débordant des limites du site sauf si les zones nouvellement touchées ne sont pas occupées et font déjà l'objet d'interdictions d'urbanisation et d'occupation au titre du risque technologique (recouvrement avec d'autres zones d'effets d'établissements voisins par exemple) ;*
- ◆ *modifiant défavorablement la cinétique de développement des accidents potentiels dans les zones d'effets.*

L'évolution des risques accidentels associée aux modifications demandées concerne essentiellement le risque incendie, compte tenu des changements liés aux quantités et à l'implantation des stocks de déchets. Ce point est développé dans le CHAPITRE IV – M.

Les modifications demandées ne sont pas à l'origine d'une augmentation des zones d'effets à l'extérieur des limites du site.

6. Nature ou origine des déchets pour les installations de traitement de déchets

L'origine géographique des déchets reste inchangée. Elle reste liée aux deux clients autorisés : CC Pornic et CC Sud Estuaire.

En ce qui concerne les natures et volumes de déchets admis, la circulaire précise qu'« il conviendra d'examiner bien évidemment la compatibilité de ces modifications avec les caractéristiques de l'installation, dont sa capacité à accueillir, stocker, traiter, incinérer, valoriser les nouveaux déchets admis en respectant les réglementations relatives aux diverses catégories de déchets et d'installations de traitement (par exemple déchets admis dans les différentes catégories de centres de stockage ou les différents types d'alvéoles) et en maîtrisant les impacts, en particulier en termes de rejets, mais aussi , par exemple, de circulation routière, celle-ci étant souvent un enjeu important pour ce type d'installation. »

L'emprise et les aménagements actuels de l'installation permettent aisément la réalisation des modifications demandées. Les volumes limités des activités demandées ne remettent pas en cause le dimensionnement des équipements, ni l'organisation générale du site (voiries, pesée, bâtiments, gestion des eaux...).

Les modifications demandées ne sont donc pas concernées par cet item.

7. Epandages

Aucun épandage n'est envisagé dans le cadre des modifications demandées.

8. Modification temporaire (essai et pilote dans un site existant)

Aucune modification temporaire n'est envisagée dans le cadre des modifications demandées.

CHAPITRE VI – EVOLUTION DES GARANTIES FINANCIERES

Le centre de transfert de Saint Père en Retz est soumis à l'établissement de garanties financières, en vertu des dispositions de l'article R.516-1 du Code de l'environnement.

Les modifications demandées dans le présent document entraînent une modification des valeurs de référence retenues pour le calcul du montant de ces garanties, conformément à l'arrêté ministériel du 31 mai 2012.

Le montant calculé s'établit à **13161.10 €**

Conformément à l'article R.516-1, ce montant étant inférieur à 100 000 €, l'obligation de constitution de garanties financières ne s'applique pas à l'installation.

Le détail de l'évaluation du montant de ces garanties financières est présenté en annexe.

Annexe 4 : Evaluation du montant des garanties financières.

CONCLUSION

Les modifications projetées ne modifient pas de manière significative les nuisances et les risques associés aux installations existantes.

Ces modifications ne sont pas considérées comme substantielles.

Les aménagements prévus seront toujours pris en considération dans les exigences de l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter n°2009-ICPE134 en date du 30 juin 2009 et de l'accusé de réception préfectoral n°2009-0173 du 21 novembre 2014, ainsi que les prescriptions des arrêtés ministériels de prescriptions générales applicables.